

REQUERANT :  
**M. Ziablitsev Sergei**

Le 31.10.2021

REPRESENTANTE:

l'association «CONTRÔLE PUBLIC»  
n° W062016541  
Site : [www.contrôle-public.com](http://www.contrôle-public.com)  
[controle.public.fr.rus@gmail.com](mailto:controle.public.fr.rus@gmail.com)

Les parents

M. Ziablitsev Vladimir  
Mme Ziablitseva Marina

Russie, Adresse: Kiselevsk, région de Kemerovo,  
rue de Drujba, 19-3.

[vladimir.ziablitsev@mail.ru](mailto:vladimir.ziablitsev@mail.ru)

**Le Conseil d'Etat**

**Référé liberté**

**Référé suspension**

**Dossier N° 457776**

### **Déclaration de l'accélération.**

Le 25.10.2021, nous avons demandé un changement dans la procédure de référé de la compétence de la requête dans la procédure de référé en raison de la récusation de l'ensemble du tribunal administratif de Nice.

L'urgence de la procédure est justifiée par la privation **illégal**e de liberté de M. Ziablitsev dans le cadre de mesures **illégales** d'éloignement.

Le délai fixé par la loi de 48 heures pour prendre des mesures **visant à mettre fin à la violation** des droits de M. Ziablitsev a expiré. Au bout de 6 jours, M. Ziablitsev continue d'être incarcéré illégalement, ce qui constitue une infraction pénale.

Le fait de ne pas prendre de mesures pour libérer une personne illégalement privée de liberté, s'il est connu, constitue également une infraction pénale.

Nous demandons instamment que des mesures d'urgence soient prises pour respecter la procédure de référé.

M. ZIABLITSEV Sergei avec l'aide de l'association « Contrôle public »



ZIABLITSEV Vladimir



ZIABLITSEVA Marina

